



Building a Europe
for and with children
Construire une Europe
pour et avec les enfants



Strasbourg, 29 janvier 2021

CDENF(2020)PV3

Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF)

Rapport de la réunion

2^{ème} réunion plénière

Strasbourg, du 16 au 18 novembre 2020

Vidéoconférence

Préparé par la division des droits de l'enfant

children@coe.int
www.coe.int/cdenf

Rapport de la réunion

1. Ouverture de la réunion

1. Le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF) a tenu sa deuxième réunion à Strasbourg du 16 au 18 novembre 2020 par vidéoconférence. La Présidente du CDENF, Mme Maria-Andriani Kostopoulou, avocate à la Cour suprême (Grèce), a ouvert la réunion et a souhaité la bienvenue aux membres et observateurs du CDENF.

2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

2. L'ordre du jour a été adopté tel qu'il figure à l'annexe I. La liste des participants figure à l'annexe II.

3. Déclaration de la présidence et du secrétariat

3. Le CDENF a pris note de la déclaration introductive de Mme Maria Andriani Kostopoulou, Présidente du CDENF, sur la contribution envoyée dans le cadre du processus de préparation d'un Cadre stratégique quadriennal du Conseil de l'Europe, soulignant le rôle important du CDENF en tant que forum politique de bonnes pratiques dans le domaine des droits de l'enfant, la nécessité pour ce Cadre d'avoir un accent particulier sur les enfants et leurs familles, et de l'invitation faite à la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe de participer à la réunion plénière du CDENF en mai 2021.

4. Mme Regina Jensdottir, Coordinatrice du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant et chef de division, a informé le Comité sur l'accent mis par la présidence grecque sur les droits de l'enfant et les événements connexes, sur la Déclaration politique sur la réponse de l'éducation à la crise de la COVID adoptée par la Conférence informelle des ministres de l'éducation¹, sur la Déclaration d'Athènes sur "une réponse efficace à une crise de santé publique dans le plein respect des droits de l'homme, démocratie et État de droit"² déplorant l'augmentation de la violence à l'égard des femmes et des enfants et soulignant le rôle de la Convention de Lanzarote, sur l'importance de la protection des enfants et de la protection contre les abus dans le sport, comme cela a été souligné lors de la 16^e Conférence des ministres responsables du sport³, et sur la contribution substantielle du Conseil de l'Europe lors du Forum de l'Union européenne sur les droits de l'enfant⁴ dans le cadre d'une collaboration plus large entre les deux organisations dans le domaine des droits de l'enfant.

4. Tâches et activités du CDENF : examen des progrès, évaluation des activités achevées et prochaines étapes

4.1 Mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021) (tâche spécifique du CDENF (i))

5. Le CDENF :
- a examiné et pris note du plan d'action tel que mis à jour pour refléter l'état de la mise en œuvre de la Stratégie ;

¹ [Déclaration politique](#) adoptée par la Conférence informelle des ministres de l'Education.

² La [Déclaration d'Athènes](#) de la Présidence du Comité des Ministres sur: "Répondre efficacement à une crise de santé publique dans le plein respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit" (*disponible seulement en anglais*)

³ [Lien](#) vers la page web.

⁴ [Rapport](#) du 13e Forum européen sur les droits de l'enfant (29 septembre - 1er octobre 2020).

- a examiné et approuvé le projet de plan du rapport final sur la mise en œuvre de la Stratégie convenue, en prenant note qu'il pourrait nécessiter des mises à jour dans le cadre du processus de finalisation du rapport d'ici octobre 2021 ;
- a entendu un compte rendu des travaux entrepris sur la participation des enfants pour faire progresser le domaine prioritaire 2 de la stratégie et la mise en œuvre de l'outil d'évaluation de la participation des enfants (cycle de travail III) par les États membres et a salué le lancement d'un nouveau projet conjoint du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne "CP4Europe" à partir de 2021, pour faire progresser la participation des enfants dans les États membres.

4.2 Préparation du projet de stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (2022-2027) (tâche spécifique du CDENF (ii) et (vi))

6. Le Comité a eu un échange de vues avec M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé, en charge de l'enfance et des familles, à la suite de sa présentation des stratégies et du cadre national français de protection des enfants contre la violence, des défis et des réponses apportées dans le contexte de la pandémie COVID-19, entre autres sur les questions liées à l'âge du consentement aux activités sexuelles, les actions visant à lutter contre la violence en ligne entre pairs et a salué l'engagement réitéré de la France à mettre en œuvre les normes et les priorités du Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'enfant et son soutien à la préparation d'une nouvelle stratégie dans ce domaine.

7. Le CDENF a également entendu l'intervention de Mme Najat Maalla, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants (UN RSSG VAC), qui a salué l'actuelle Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant et son accent prioritaire sur la protection des enfants contre la violence, en tenant dûment compte des ODDs de l'ONU, a souligné l'importance de promouvoir l'adhésion à la Convention de Lanzarote au niveau mondial, le rôle instrumental du Conseil de l'Europe concernant les enfants privés de liberté, et l'importance de l'accès à la justice dans la lutte contre la violence contre les enfants dans le contexte de l'ODD de l'ONU 16.3. Le Comité a également pris note du rapport situation mondiale sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants (2020)⁵ et des priorités de son Bureau, et s'est vivement félicité de ses propositions et suggestions pour renforcer les synergies et les actions communes.

Les présentations ont été suivies d'un échange de vues sur la base d'une analyse préliminaire des principales priorités et des domaines d'action proposés par les États membres et les autres parties prenantes dans leurs réponses au questionnaire sur la nouvelle stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027), qui figurait en bonne place dans la liste des priorités analysées jusqu'à présent, notamment la nécessité de poursuivre l'action pour prévenir et combattre la violence contre les enfants, la participation des enfants, les droits de l'enfant dans l'environnement numérique et l'égalité des chances.

9. Le Comité s'est félicité des travaux lancés par le secrétariat en vue de la préparation de la prochaine Stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027), a approuvé le programme de travail et le calendrier prévus, ainsi que la note conceptuelle décrivant le processus proposé pour la consultation des enfants, en tenant compte également du processus en cours et des consultations des enfants au niveau de l'UE ; et a remercié la France et l'Italie dont les représentants se sont portés volontaires pour faire office de rapporteurs soutenant le processus préparatoire de la nouvelle stratégie ;

⁵ [Rapport de situation mondial sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants 2020](#)

4.3 Travaux pour renforcer la mise en œuvre des normes internationales et du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre la violence dans les États membres (tâche spécifique du CDENF (iii))

10. Le CDENF a pris note des progrès réalisés par son groupe de travail sur les réponses à la violence contre les enfants (CDENF-GT-VAE) présentés par sa vice-présidente, Mme Rosario Farmhouse (Portugal), du processus de consultation en cours par le biais d'une enquête à laquelle doivent répondre les experts du groupe, et du soutien du groupe de travail à la nécessité d'élaborer un projet de recommandation sur l'éducation sexuelle et relationnelle complète au cours du prochain cycle de travail ;

11. Le comité a également examiné le projet d'ébauche de l'étude de faisabilité en cours d'élaboration et une proposition de projet de recommandation sur la mise en place de mécanismes efficaces permettant aux professionnels de signaler les cas de violence à l'encontre des enfants (titre provisoire), et a procédé à un échange de vues approfondi sur les éléments qui pourraient y figurer, notamment en ce qui concerne les définitions pertinentes, la portée des obligations de signalement, les seuils applicables, les immunités, les sanctions juridiques, les formations requises pour reconnaître et traiter toutes les formes de violence (y compris la violence et les abus mentaux), en soulignant la nécessité pour les systèmes de protection de l'enfance d'être efficaces et globaux afin que les rapports et les interventions aient un impact positif.

12. Enfin, des informations ont été fournies sur l'édition 2020 de la Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (18 novembre), qui a mis l'accent sur la "prévention des comportements à risque chez les enfants" : images et/ou vidéos sexuelles produites par des enfants" et sur un large éventail d'actions de soutien, telles que la déclaration conjointe publiée par six États membres et soutenue par 41 autres États ;⁶ la déclaration commune publiée par les présidences grecque et allemande ; la déclaration du président du CDENF et de nombreuses autres initiatives des États membres et de la société civile ;⁷ ⁸y compris un webinaire organisé par le projet EndOCSEA@Europe⁹ et une audition d'experts organisée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

4.4 La protection de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les situations de séparation des parents et dans les procédures de placement des enfants (tâche spécifique du CDENF (iv) 1))

13. M. Seamus Carroll, Président du CJ/ENF-ISE, a fait le point oralement sur les rapports de la première réunion du CJ/ENF-ISE (24-25 septembre 2020), de la réunion du Bureau du CDENF (20 octobre 2020) et de la réunion conjointe des Bureaux du CDENF et du CDCJ (7 octobre 2020), sur l'ambitieux plan de travail du comité subordonné en 2021, sur la nécessité d'une adoption conjointe par le CDENF et le CDCJ de ses résultats, et sur les méthodes de travail prévues pour assurer une coopération, une coordination et des consultations étroites entre les deux comités directeurs.

14. Le Comité a pris note des progrès réalisés par CJ/ENF-ISE à ce jour, et a appelé les États à répondre en temps utile, d'ici le 30 novembre 2020, aux questionnaires sur les situations de séparation des parents et les procédures de garde d'enfants afin d'éviter des retards dans l'analyse des réponses et la préparation des examens des politiques et des pratiques ; a noté la nécessité pour les États membres d'apporter leur contribution à la voix de l'enfant dans les procédures de séparation des parents et de prise en charge des enfants afin d'identifier les bonnes pratiques qui permettent à l'enfant de participer tout en le

⁶ [Déclaration conjointe](#) publiée par six États membres et soutenue par 41.

⁷ [Déclaration commune](#) des Présidences grecque et allemande.

⁸ [Page web](#) compilant les initiatives.

⁹ [Page web](#) sur le webinaire.

protégeant de toute influence ou contrainte excessive, que de nouvelles consultations et la participation des juges, des procureurs, des défenseurs des droits de l'enfant et de la société civile aux travaux du CJ/ENF-ISE sont prévues pour la finalisation de ses produits.

15. Le CDENF a également convenu des critères à appliquer pour toute demande de statut d'observateur auprès du CJ/ENF-ISE, a examiné la demande de statut d'observateur de Missing Children Europe, a décidé à l'unanimité de leur accorder ce statut et a chargé le Secrétariat d'informer le CDCJ et Missing Children Europe de sa décision.

4.5 Les droits des enfants et la participation des enfants au processus de décision dans le domaine biomédical (DH-BIO) (tâches spécifiques du CDENF (iv) 2 et (vi))

16. Dr Ritva Halila (Finlande), Présidente du Comité de bioéthique (DH-BIO), a présenté les travaux du Comité, les principes fondamentaux de la Convention d'Oviedo, les quatre piliers du Plan d'action stratégique sur les droits de l'homme et les technologies en biomédecine (2020-2025),¹⁰ les travaux prévus sur la participation des enfants au processus de décision sur les questions concernant leur santé et la nécessité de créer un groupe de rédaction conjoint entre le DH-BIO et le CDENF ; et a invité les délégations du CDENF à répondre au questionnaire sur la participation des enfants au processus de décision sur les questions concernant leur santé avant le 31 mars 2021.

4.6 Les droits de l'enfant dans l'environnement numérique (tâches spécifiques du CDENF (iv) 3 et (v))

17. Le CDENF a salué l'intervention du Professeur Sonia Livingstone (London School of Economics, Royaume-Uni), experte des droits de l'enfant à l'ère numérique, qui a souligné le rôle moteur du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'enfant dans l'environnement numérique à la suite de ses travaux sur le CM/Rec(2018)7, a souligné que les droits de l'enfant étaient actuellement insuffisamment pris en compte dans les mesures liées à la protection des données, a mis en évidence les différents contextes dans lesquels les enfants interagissent avec les données dans l'environnement numérique, qui sont les contextes interpersonnel, institutionnel et commercial, a noté l'importance d'enseigner aux enfants la culture numérique ; et a conclu que les sociétés ne devraient pas placer la responsabilité sur les enfants de protéger leurs propres données.

18. La présentation a été suivie d'une discussion sur l'équilibre entre la nécessité de protéger les enfants contre les dangers et la nécessité de sauvegarder les droits des enfants à la vie privée, sur le rôle des plateformes de médias sociaux dans la protection des enfants contre les dangers en ligne.

19. Le Comité a également souligné l'importance pour les États membres de promouvoir et de mettre en œuvre les mesures incluses dans la Recommandation CM/Rec(2018)7 du Comité des Ministres sur les lignes directrices pour le respect, la protection et la réalisation des droits de l'enfant dans l'environnement numérique, en tenant compte des orientations fournies par son Manuel, et a pris note de la récente contribution du secrétariat au projet d'observation générale 25 du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies ;

20. Le texte du projet de déclaration du Comité des Ministres sur la nécessité d'intensifier les efforts pour respecter et protéger la vie privée des enfants dans l'environnement numérique a été examiné à la lumière des commentaires reçus, en notant la position de la Fédération de Russie selon laquelle elle n'est pas en mesure de mettre en œuvre et de promouvoir des instruments auxquels elle n'est pas encore partie. Le Comité a chargé le Bureau du CDENF

¹⁰ [Plan d'action stratégique sur les droits de l'homme et les technologies en biomédecine \(2020-2025\).](#)

conjointement avec le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD) de discuter et de finaliser le texte, en tenant compte des changements approuvés par les deux comités, en vue de le communiquer au Comité des Ministres pour examen et approbation en 2021.

4.7 Contribution à la mise en œuvre de la stratégie du Conseil de l'Europe contre le terrorisme (2018-2022) : relever les défis en matière de bien-être et protection de l'enfance du fait du rapatriement des enfants ; échange thématique avec des experts et prochaines actions (tâche spécifique du CDENF (iv) 3)

21. Le CDENF a entendu une présentation d'Adrian Shtuni (Shtuni Consulting) sur un aperçu des données et des informations disponibles sur les expériences et les rôles des enfants dans le cadre stratégique de Daesh et les implications néfastes de ces expériences pour leur bien-être, sur les efforts initiaux de rapatriement et de réhabilitation et les approches encourageantes d'un certain nombre d'États européens, et des observations spécifiques pour les engagements futurs, y compris la nécessité d'interventions dans la communauté au sens large (y compris les professionnels de la famille et de l'école), et de partenariats efficaces.

22. Fatima Ahdash (maître de conférences en droit, Goldsmith, Université de Londres), spécialisée dans la lutte contre le terrorisme, le droit de la famille et les droits de l'homme, a également donné un aperçu du traitement des enfants rapatriés par les tribunaux de la famille britanniques ; elle a observé l'absence de législation spécifique sur les modalités de prise en charge des enfants rapatriés ; elle a noté la pratique des tribunaux consistant à ordonner le retrait des enfants à leur mère en se fondant sur le principe général du bien-être de l'enfant ; et a souligné l'audition insuffisante des enfants dans de tels cas ; suivi d'une troisième présentation par Daphne Bogo, directrice adjointe, direction de l'enfance et de la famille, Conseil général de Seine-Saint-Denis (France) sur les dispositions prises pour les enfants rapatriés en France et sur les aspects pratiques et les défis rencontrés par les services sociaux.

23. Le Comité a procédé à un échange de vues avec les experts susmentionnés sur le rôle et la place des parents et de la famille élargie de l'enfant rapatrié, sur les lacunes des cadres juridiques actuels et la nécessité d'une approche globale et de lignes directrices claires en matière d'engagement afin de protéger et de promouvoir les droits et le bien-être des enfants rapatriés, sur les besoins de formation des professionnels en tenant dûment compte des considérations juridiques et de sécurité, sur les stratégies globales de soutien psychosocial aux enfants rapatriés, sur les principes d'une justice adaptée aux enfants dans ce contexte et sur le droit de l'enfant à être entendu.

24. Le CDENF a décidé de poursuivre, lors de sa prochaine réunion, la discussion sur le suivi et les travaux éventuels sur cette question, en s'appuyant également sur la contribution prévue à la conférence du Comité contre le terrorisme (CDCT) sur les rôles des femmes et des enfants rapatriés impliqués dans des infractions liées au terrorisme, qui se tiendra en 2021 ; et a noté avec intérêt que le CDCT examine actuellement un avant-projet de recommandation sur les mesures visant à protéger les adolescents contre la radicalisation aux fins de terrorisme et a souligné la nécessité d'un processus adéquat de consultation avec le CDENF sur le projet de texte avant sa finalisation.

4.8 Examen des recommandations pertinentes du Comité des Ministres : examen de la révision du CM/Rec(2007)09 sur les projets de vie des mineurs migrants non accompagnés (tâche principale du CDENF (viii))

25. Le Comité est convenu de fournir des commentaires écrits au projet de rapport et des mises à jour factuelles, afin de diffuser le projet de rapport pour approbation par une procédure écrite par le CDENF et a chargé le Secrétariat de communiquer le rapport au Comité des Ministres après son adoption.

5. Coopération et synergies avec les organes et comités du Conseil de l'Europe, les organisations internationales et la société civile (tâche principale du CDENF (ix))

26. Le Comité s'est félicité des informations sur les principaux domaines de collaboration entre la division des droits de l'enfant et les services compétents de l'Union européenne, en particulier le lancement prochain d'une vidéo sur l'évaluation de l'âge des enfants dans le cadre de la migration, élaborée conjointement avec l'EASO ; les contributions apportées aux consultations de la Commission européenne concernant la stratégie de l'UE pour les droits de l'enfant (2021-2024) et la stratégie de l'UE pour une lutte plus efficace contre les abus sexuels sur les enfants ; la collaboration entre l'Agence des droits fondamentaux (FRA), la Division des droits de l'enfant et la Cour européenne des droits de l'homme pour la mise à jour du Manuel sur le droit européen relatif aux droits de l'enfant ; le nouveau projet du Conseil de l'Europe CP4Europe visant à renforcer la participation des enfants avec le soutien financier de la Commission européenne.

27. Sébastien Renaud, Chef d'unité adjoint pour la gouvernance et l'administration publique, DG Réforme (Commission européenne) a fait une présentation informative des priorités et des possibilités de financement de projets communs aux Etats membres pour les réformes structurelles dans ce domaine, et a noté la bonne collaboration avec le Conseil de l'Europe, notamment dans la mise en place d'un *Barnahus* (Maison des enfants) en Slovaquie.

28. Le CDENF a décidé de contribuer à la journée de discussion générale de 2021 du Comité des droits de l'enfant (CDE) des Nations unies sur les droits de l'enfant et la protection de remplacement, éventuellement par une discussion régionale sur un (ou plusieurs) thème(s) (c'est-à-dire renforcer les familles et prévenir la séparation des enfants de leurs familles, fournir une protection de remplacement de haute qualité, notamment en protégeant les enfants contre la violence et les abus, l'engagement et la participation des enfants, la prévention et la suppression progressive du placement des enfants en institution, et les questions liées aux plaintes, au contrôle interdisciplinaire et judiciaire, au suivi, à la responsabilité et aux recours) et a chargé le secrétariat de se mettre en rapport avec le secrétariat du HCDH responsable du Comité des droits de l'enfant des Nations unies afin de recevoir de plus amples informations sur les délais et les éventuelles actions conjointes.

29. Les représentants des organes et comités du Conseil de l'Europe, des organisations internationales et de la société civile ont également fait le point sur les possibilités de coopération et de synergies futures. Le Comité a pris note d'une préoccupation exprimée concernant le suivi insuffisant de l'étude mondiale sur les enfants privés de liberté¹¹, le lancement d'un réseau européen de justice adapté aux enfants, d'une application pour smartphone "COVID 4P" pour mesurer l'impact de COVID-19 sur la vie des enfants ; de l'appréciation exprimée par l'UNICEF pour la participation du Conseil de l'Europe à la Conférence sur l'accès à la justice en Bosnie-Herzégovine et pour la publication connexe d'une étude régionale sur les progrès et les défis des enfants en tant que victimes et témoins

¹¹ [Page web](#) de l'étude mondiale sur les enfants privés de liberté (*disponible seulement en anglais*)

dans le système judiciaire, les enfants handicapés et l'accès à la justice, et les enfants touchés par la migration et leur accès à l'aide juridique.

6. Réponses apportées à la COVID-19 et actions du CDENF

30. Le CDENF a **pris note** avec satisfaction de la publication du document d'orientation "[Défis, réponses et implications politiques](#)" qui fait le point sur les résultats de l'enquête et de l'échange de vues du CDENF sur les "Réponses à la pandémie COVID-19 : leçons tirées de la gestion et de l'adaptation pour garantir que les enfants soient traités comme des détenteurs de droits pendant la pandémie et au-delà" de juin 2020¹² et a **chargé** le Secrétariat de le tenir à jour sur la base de mises à jour régulières des membres et des observateurs.

31. Le Comité a également décidé d'organiser plusieurs webinaires pour 2021 sur les défis les plus urgents identifiés en matière de droits de l'enfant dans le contexte de la pandémie, afin que le CDENF puisse avoir des échanges ciblés sur les bonnes pratiques nationales et sensibiliser les acteurs concernés aux questions spécifiques des droits de l'enfant et à la gestion de la pandémie, les thèmes à couvrir étant : les politiques d'éducation et de santé, le soutien aux enfants victimes de violence domestique et la santé mentale.

32. Le Dr Martin Weber, responsable du programme de santé des enfants et des adolescents (Organisation mondiale de la santé), a fait un exposé sur la scolarisation à l'époque de COVID-19, en soulignant les effets négatifs des mesures prises pour contrôler la pandémie sur les droits des enfants, qui entraînent une perturbation de la scolarisation, des contacts sociaux et une exposition à la pauvreté. Les délégations du CDENF ont convenu de continuer à explorer les possibilités d'actions communes et de synergies éventuelles.

33. Une deuxième présentation a été faite par la professeur Jennifer Davidson, directrice générale de l'Institut pour inspirer l'avenir des enfants (Université de Strathclyde) et directrice du projet Justice pour les enfants, Justice pour tous SDG 16+ Global Initiative sur l'application pour smartphone "COVID 4P" et son appel à diffuser des informations sur cette application aux professionnels travaillant pour et avec les enfants des Etats membres du CDENF ;

34. Le CDENF a entendu une mise à jour par un représentant de l'UNICEF, qui a présenté leur travail sur l'identification des groupes d'enfants particulièrement vulnérables pendant la pandémie, sur la protection des enfants privés de liberté et placés dans des structures de protection de remplacement, et sur les opportunités numériques pendant la pandémie ;

7. Méthodes de travail et évaluation des activités achevées (CDENF tâche principale (xi))

7.1 Méthodes de travail et programme de travail du CDENF pour 2020 - 2021

35. Le comité a examiné et approuvé le programme de travail actualisé pour 2020-2021, en prenant dûment note de tout ajustement éventuel, le cas échéant, pour tenir dûment compte du contexte persistant de la pandémie et des contraintes connexes, de la nécessité d'une session plénière distincte consacrée à l'achèvement de ses travaux sur les normes d'évaluation de l'âge et de la planification des actions de suivi pertinentes en matière de tutelle,

¹² Pour un compte rendu complet, voir le [rapport de synthèse](#), le document d'orientation sur les "[défis, réponses et implications politiques](#)" et, plus généralement, la page web consacrée aux ressources sur la protection et l'autonomisation des enfants pendant la pandémie COVID-19 à l'adresse suivante : www.coe.int/fr/web/children/covid-19

que la 3^e réunion plénière se tiendra en mai 2021 où un premier projet de la nouvelle Stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027) sera examiné.

7.2 Échange de vues annuel pour évaluer ses activités et conseiller le Comité des Ministres sur les priorités futures du secteur, y compris les nouvelles activités éventuelles et celles qui pourraient être interrompues

36. Les membres ont exprimé leur satisfaction quant aux activités menées par le CDENF en 2020 et leur appréciation du rôle actif des membres du Bureau dans la préparation des nombreuses réunions et sessions en ligne tenues cette année. Ils ont noté les retards pris dans la préparation de ses résultats liés à la migration, en raison des ajustements du programme de travail pour traiter en priorité les activités prioritaires liées à la pandémie de COVID, et l'impact du cadre en ligne lors de l'examen et de l'adoption d'instruments juridiques, en particulier pour les délégations qui connaissent des difficultés techniques, susceptibles de créer des retards dans le plan de travail pour 2021.

8. Élection du vice-président

37. Le CDENF a élu Mme Rosario Farmhouse (Portugal) à la vice-présidence pour compléter le mandat du vice-président précédemment élu jusqu'à la prochaine réunion plénière, et avec possibilité de renouvellement.

9. Dates des prochaines réunions

38. Le CDENF a examiné le calendrier des activités et des réunions pour 2021.

10. Questions diverses

39. Le CDENF a exprimé ses plus vifs remerciements à :

- Mme Livia Stoica Becht, Secrétaire du CDENF, qui quittera la division des droits de l'enfant pour prendre la fonction de chef de la division de la coopération juridique. Le président l'a remerciée pour son soutien et sa contribution exceptionnels aux travaux du CDENF ;
- à tous les membres, experts et observateurs pour leur participation active aux activités et échanges du CDENF en 2020, malgré le contexte difficile au niveau national et la charge de travail accrue pour faire face aux effets de la pandémie COVID-19 sur les enfants et leurs droits, ainsi que les contraintes des réunions en ligne, qui ont néanmoins permis au CDENF d'accomplir ses tâches de manière efficace.

Annexe 1 : Ordre du jour de la deuxième réunion plénière du CDENF

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
3. Informations de la Présidence et du Secrétariat
4. Tâches et activités du CDENF : examen des progrès, évaluation des activités achevées et prochaines étapes
 - 4.1 Mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021) (tâche spécifique (i) du CDENF)
 - a) Examen du plan d'action actualisé
 - b) Préparation du rapport final sur la mise en œuvre de la Stratégie – approbation du projet de grandes lignes et du processus
 - c) Mise à jour sur le projet d'outil d'évaluation de la participation des enfants et les dernières évaluations entreprises (cycle de travail III)
 - 4.2 Préparation du projet de stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2022-2027) (tâches spécifiques (ii) et (vi) du CDENF)
 - a) Discours de M. Adrien Taquet, Secrétaire d'État en charge de l'Enfance et des Familles auprès du ministre des Solidarités et de la Santé, France
 - b) Échange de vues avec Mme Najat Maalla, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants
 - c) Analyse préliminaire des principales priorités et des domaines d'action proposés, suivie d'un échange de vues, y compris toute réflexion sur les considérations découlant de l'impact de la pandémie de COVID-19
 - d) Participation des enfants
 - 4.3 Travaux pour améliorer la mise en œuvre des normes internationales et du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre la violence dans les États membres (tâche spécifique (iii) du CDENF)
 - a) Avancée des travaux relatifs aux systèmes permettant aux professionnels de signaler des violences envers les enfants, et aux mesures et interventions destinées à prévenir la violence entre enfants et le comportement sexuel violent des enfants : élaboration d'instruments non contraignants et orientations sur les propositions du Groupe de travail sur les réponses à la violence à l'égard des enfants (CDENF-GT-VAE)
 - b) Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (18 novembre)
 - 4.4 La protection de l'intérêt supérieur de l'enfant en cas de séparation parentale et lors de procédures de protection de l'enfant (tâche spécifique (iv) 1 du CDENF)
 - a) Mise à jour orale par M. Seamus Carroll, président du CJ/ENF-ISE, sur les progrès réalisés, les méthodes de travail et le plan de travail
 - b) Demande de statut d'observateur auprès de CJ/ENF-ISE présentée par Missing Children Europe (procédure de vote)
 - 4.5 Les droits de l'enfant et la participation des enfants au processus décisionnel dans la sphère biomédicale (DH-BIO) (tâches spécifiques (iv) 2 et (vi) du CDENF)

a) Présentation par le Dr Ritva Halila (Finlande), présidente du Comité de bioéthique (DH-BIO)

b) Méthodes de travail et prochaines étapes

4.6 Les droits de l'enfant dans l'environnement numérique (tâches spécifiques (iv) 3 et (v) du CDENF)

a) Intervention principale de la professeure Sonia Livingstone (London School of Economics)

b) Pour examen et approbation – projet de déclaration du Comité des Ministres sur la nécessité d'intensifier les efforts pour respecter et protéger la vie privée des enfants dans l'environnement numérique (conjointement avec le Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel)

4.7 Contribution à la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe contre le terrorisme (2018-2022) : répondre aux défis en matière d'aide sociale et de protection de l'enfance du fait du rapatriement des enfants : échange thématique avec des experts et prochaines actions (tâche spécifique (iv) 3 du CDENF)

4.8 Examen des recommandations pertinentes du Comité des Ministres : examen de la révision de CM/Rec(2007)9 sur les projets de vie en faveur des mineurs migrants non accompagnés (tâche spécifique (viii) du CDENF)

4.9 Avis du CDENF (le cas échéant) (tâche spécifique (iv) du CDENF)

5. Coopération et synergies avec les organes et comités compétents du Conseil de l'Europe, les organisations internationales et la société civile (tâche spécifique (ix) du CDENF)

a) Priorités 2020-2022 de l'Union européenne pour sa coopération avec le Conseil de l'Europe

b) Proposition de contribution éventuelle à la Journée de débat général 2021 des Nations Unies sur les droits de l'enfant et la protection de remplacement

c) Mises à jour orales par des représentants d'organes et comités du Conseil de l'Europe, d'organisations internationales et de la société civile

6. Réponses à la COVID-19 et actions du CDENF

a) Approbation de la note conceptuelle relative aux webinaires du CDENF et des prochaines actions

b) Mises à jour par les personnes invitées, les délégations du CDENF et les observateurs sur les développements préoccupants, les bonnes pratiques et les initiatives dans ce domaine

7. Méthodes de travail et évaluation des activités achevées (tâche spécifique (xi) du CDENF)

7.1 Méthodes de travail et programme de travail du CDENF pour 2020-2021

7.2 Échange de vues annuel afin d'évaluer ses activités et de conseiller le Comité des Ministres sur les priorités futures dans son secteur, y compris les nouvelles activités éventuelles et celles qui pourraient être arrêtées

8. Élection du ou de la vice-président-e

9. Dates des prochaines réunions

10. Questions diverses

11. Adoption du rapport de réunion abrégé et de la liste des décisions

Annexe 2 : Liste des participants

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA/ALBANIE

Ms Alma Tandili
Chair of Albanian State Agency for the Rights and Protection of the Child
Ministry of Health and Social Protection

Ms Arda Lazareni
Ministry of Health and Social Protection

ANDORRA/ANDORRE

Mr Jordi Olivé Cadena
Head of the Care Service to Children and Adolescents

ARMENIA/ARMÉNIE

AUSTRIA/AUTRICHE

Mr Ewald Filler
Head of Department for Family Law and Children's Rights
Ombudsman for Children's Rights

AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN

Ms Raida Amirbayova
Information and Analytical Researches Department
The State Committee for Family, Women and Children Affairs of
Republic of Azerbaijan

BELGIUM/BELGIQUE

Ms Christel de Craim
Federal public Service Justice
Service for criminal policy

Mme Anne-Marie Dieu
Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ)

Mme Valérie Gengoux
Federal public Service Justice
Service for criminal policy

Mr Joost Van Haelst
Children's Rights Policy Officer
Department for Culture, Youth and Medias
Flemish Government

Mme Madeleine De Waele
Stagiaire
Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ)

BOSNIA AND HERZEGOVINA/ BOSNIE ET HERZÉGOVINE

BULGARIA/BULGARIE

Ms Eleonora Lilova
Chairperson of the State Agency for Child Protection

Ms Milena Dyankova
Director at "Child Policies and Programs, Strategic Development and Co-ordinator" Directorate

Ms Milena Anastasova
Chief expert at "Child Policies and Programs, Strategic Development and Co-ordinator" Directorate
State Agency for Child Protection

Ms Maria Belichovska
Expert at "Child Policies and Programs, Strategic Development and Co-ordinator" Directorate
State Agency for Child Protection

CROATIA/CROATIE

CYPRUS/CHYPRE

Ms Despo Michaelidou
Cypriot Commissioner for Children's Rights

CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ms Diana Smidova Secretary of the Committee for the Rights of the Child
Secretariat of the Government Council for Human Rights Department of Human Rights and Protection
of Minorities

Ms Eva Petrová
Senior Ministerial Counsel at the Ministry of Justice

DENMARK/DANEMARK

Ms Suvi Sirkitta Svendsens
Head of Section
Legal and International Relations
Ministry of Social Affairs and the Interior

ESTONIA/ESTONIE

Ms Hanna Vseviiov
Head of Department
Department to Child Well-Being
Ministry of Social Affairs

FINLAND/FINLANDE

Ms Katja Kuuppelomäki
Legal Officer
Unit for Human Rights Courts and Convention
Legal Service
Ministry of Foreign Affairs

Ms Marjo Malja
Senior Ministerial Adviser, Social affairs
Department for Safety, Security and Health
Wellbeing and Health Protection Unit
Ministry of Social Affairs and Health

FRANCE

Mr Adrien Taquet
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Solidarités et de la Santé, chargé de l'Enfance et des Familles

Mr Alexis Rinckenbach
Chef du Bureau des affaires européennes et internationales
Direction Générale de la Cohésion sociale
Ministère des Solidarités et de la santé

Mme Stefania Chiru
Chargée de mission
Bureau des affaires européennes et internationales
Ministère des Solidarités et de la Santé

Mme Anna Metcalfe
Ministère des Solidarités et de la Santé

Mme Maria Abonnenc
Ministère des Solidarités et de la Santé

Mme Daphné Bogo
Directrice adjointe
Direction de l'Enfance et de la Famille
Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

M. Léopold Stefanini
Adjoint à la Représentante Permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe

GEORGIA/GÉORGIE

GERMANY/ALLEMAGNE

Ms Alina Koppe
National and international children's rights
Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth

GREECE/GRÈCE

Ms Maria-Andriani Kostopoulou
Attorney at Law, Supreme Court

Ms Panagiota Margaroni
Official
Department of Relations with International Organisations
Directorate of International Relations
Ministry of Labour and Social Affairs

Ms Georgia Panagiotou
Ministry of Labour and Social Affairs

HUNGARY/HONGRIE

Ms Boglarka Eniko Barkaszi
EU and International Policy Officer
Department for Multilateral Affairs
Ministry of Human Capacities

Ildikó Sitkuné dr. Szabó
Policy Officer for Child Protection and Guardianship Affairs
Department of Child Protection and Guardianship Affairs
Ministry of Human Capacities

ICELAND/ISLANDE

Ms Gudrun Thorleifsdottir
Legal Advisor
Ministry of Social Affairs

Ms Hjordis Eva Thordardottir
Special Advisor
Ministry of Social Affairs

IRELAND/IRLANDE

Ms Lara Hynes
Principal Officer
Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth

Mr Peter Szlovak
Assistant Principal Officer
Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth

Ms Deirdre Reidy
Higher Executive Officer
Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth

ITALY/ITALIE

Mr Alfredo Ferrante
Head of Unit
Department for Family Policies
Presidency of the Council of Ministers

Ms Alessandra Bernardon
Department for Family Policies
Presidency of the Council of Ministers

Ms Ester di Napoli
Children's Rights expert
Department for Family Policies
Presidency of the Council of Ministers

Mr Marino di Nardo
Senior Child Policy Experts
Department for Family Policies
Italian Presidency of the Council of Ministers

Ms Elena Falcomatà
Senior Child Policy Experts
Department for Family Policies
Italian Presidency of the Council of Ministers

Ms Valentina Fiore
Italian independent Authority for Children and Adolescents

LATVIA/LETTONIE

LIECHTENSTEIN

LITHUANIA/LITUANIE

Ms Kristina Stepanova
Head of the Family and Child Rights Protection Department
Ministry of Social Security and Labour

LUXEMBOURG

Ms Anna Ilina
Attachée
Service des droits de l'enfant
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

MALTA/MALTE

Mr Matthew Vella (*Apologised / Excusé*)
Chief Executive Officer
Social Care Standards Authority

Ms Joyce Grech

Ms Svetlana Grech
Manager
Social Care Standards Authority

REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Igor Chisca
Principal Consultant
Policy Department for the Protection of the Rights of the Child and Families with Children
Ministry of Health, Labour and Social Protection

MONACO

Mme Marianne Lanteri
Chef de Division de la Direction de l'Action et de l'Aide Sociales

MONTENEGRO

Apologies/excusée

NETHERLANDS/PAYS-BAS

NORTH MACEDONIA/MACEDOINE DU NORD

Mr Aleksandar Georgievski
Head of Strategic Planning Department
Ministry of Labor and Social Policy

Ms Simona Petreska Georgieva
Advisor in Child care Departement

NORWAY/NORVEGE

Ms Solvor Bäcklund
Senior Advisor
The Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs

Ms Guro Birkeland
Department Manager
The Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs

POLAND/POLOGNE

Mr Wojciech Kuraszyk

PORTUGAL

Ms Rosário Farmhouse
President of the National Commission for the Promotion of the Rights and Protection of Children and Young People

ROMANIA/ROUMANIE

Ms Maria Mădălina Turza
President of the National Authority for the Rights of Persons with Disabilities, Children and Adoption

Ms Cristina Cuculas
Head of Service
International Cooperation for the Rights of the Child
National Authority for the Rights of Persons with Disabilities, Children and Adoption

RUSSIAN FEDERATION/FEDERATION DE RUSSIE

Ms Olga Opanasenko
Expert
Ministry of Foreign Affairs

SAN MARINO/SAINT-MARIN**SERBIA/SERBIE****SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Ms Mária Vargová
Director of National Coordination Centre for Resolving the Issues of Violence against Children (NCC)
Ministry of Labour, Social Affairs and Family

SLOVENIA/SLOVENIE**SPAIN/ESPAGNE**

Ms Marta Méndez Díaz
Human Rights Office
Directorate General of United Nations and Human Rights
Ministry for Foreign Affairs, European Union and Co-operation

SWEDEN/SUEDE

Apologised / Excusé

SWITZERLAND/SUISSE

M. Jean-Marie Bouverat
Affaires internationales
Secteur Organisations internationales
Office fédéral des assurances sociales

TURKEY/TURQUIE

Ms Zeynep Han Akin
Family, Labour and Social Services Expert
Child Rights Department
General Directorate of Child Services
Ministry of Family, Labour & Social Services

UKRAINE/UKRAINE

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

Mr Thomas Madden

OBSERVER STATES TO THE COUNCIL OF EUROPE / ETATS OBSERVATEURS AUPRÈS DU CONSEIL DE L'EUROPE

Holy See / Saint Siège

Ms Alessandra Aula
Secretary General
International Catholic Child Bureau

Japan / Japon

Ms Chihiro Saito Akiba
Consul, Consulate General of Japan in Strasbourg

Mexico / Mexique

Mr Oliver Castañeda Correa
Federal Attorney for the Protection of Girls, Boys and Adolescents

Mr Jorge Lomónaco
Ambassador, Permanent Observer of Mexico to the Council of Europe / Ambassadeur, Observateur
Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

Ms Dulce María Mejía Cortés
General Director of Legal Representation and Restitution of the Rights of Girls, Boys and Adolescents

Ms Lorena Alvarado Quezada

Deputy to the Permanent Observer of Mexico to the Council of Europe / Adjointe à l'Observateur
Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

Mr Jorge Fernando Salcedo Flores
Director of Protection Measures attached to the General Directorate of Legal Representation and
Restitution of the Rights of Girls, Boys and Adolescents

NON-MEMBER STATES WITH THE COUNCIL OF EUROPE HAS A NEIGHBOURHOOD PARTNERSHIP /
ÉTATS NON MEMBRES AVEC LESQUELS LE CONSEIL DE L'EUROPE A UN PARTENARIAT DE
VOISINAGE

Tunisia / Tunisie

M. Chokri Maatoug
Directeur Général de l'enfance
Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors

INTERNATIONAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONALES

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

European Commission

Ms Valeria Setti
European Commission Coordinator for the rights of the child

Structural Reform Support (DG REFORM) / Appui aux réformes structurelles (DG REFORM)

Mr Sebastien Renaud
Deputy Head of Unit for Governance and Public Administration

UNITED NATIONS / NATIONS UNIES

United Nations Secretary-General / Nations Unies Secrétaire Général

Ms Najat Maala
Special Representative of the Secretary-General on Violence against Children / Représentante
spéciale sur la violence contre les enfants

Mr Manus De Barra
Child Protection Officer
Office of the Special Representative of the United Nations Secretary-General on Violence against
Children (SRSG VAC)

**United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) / Haut-Commissariat des Nations
Unies pour les Réfugiés (HCR)**

Mr Andreas Wissner
UNHCR Representative to the European Institutions in Strasbourg / Représentant de l'UNHCR
auprès des Institutions européennes à Strasbourg

Ms Delphine Leneutre
Legal Associate / Associée juridique
UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg / Représentation de l'UNHCR
auprès des Institutions européennes à Strasbourg

Mr Paul Blanchard
Intern / stagiaire
UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg / Représentation de l'UNHCR
auprès des Institutions européennes à Strasbourg

**UNICEF Regional Office for Europe and Central Asia (ECARO) / Bureau régional de l'UNICEF
pour l'Europe et l'Asie Centrale (ECARO)**

Ms Guzal Kamalova
Regional Specialist, Child Protection

Mr Phenny Kakama
Child Protection Specialist

Ms Joan Howe
Partnerships Manager

Ms Anna Knutzer
Children in Armed Conflict Specialist

World Health Organisation (WHO) / Organisation mondiale de la santé (OMS)

Mr Martin Will Weber
Programme Manager Child and Adolescent Health

Council of the Baltic Sea States (CBSS) / Conseil des Etats de la mer Baltique (CBSS)

Ms Olivia Lind Haldorsson
Head of Children at Risk Unit

OBSERVERS / OBSERVATEURS

Children's Rights Information Network (CRIN) / Réseau d'information sur les droits des enfants (CRIN)

Mr Leo Ratledge
Legal and Policy Director

COFACE - Family Europe

Ms Elizabeth Gosme
Director

Ms Yuliya Veselska

Defence for Children International – Belgium / Défense des Enfants International (Belgique)

Mr Benoit Van Keirsbilck
Director / Directeur

Eurochild

Ms Mieke Schuurman
Senior Policy Advisor
Children's Rights & Safeguarding

Mr Enrico Tormen
EU Affairs Assistant

Ms Iulita Oschenko
Policy and Advocacy Intern

European Network of Ombudspersons for Children (ENOC) / Réseau européen des médiateurs pour enfants (ENOC)

Apologised / Excusé

International Association of Youth and Family Judges and Magistrates (IAYFJM) / Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille (AIMJF)

Mr Daniel Pical
Président de la Section Européenne

Missing Children Europe

Ms Aagje Ieven
Secretary General / Secrétaire générale

Ms Federica Toscana
Head of Advocacy

SOS Children Villages International

Ms Rosana Martinelli
Global Advocacy Adviser

ORGANS AND COMMITTEES OF THE COUNCIL OF EUROPE /
ORGANES ET COMITES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE) / Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Mme Mounia Banderier-Zahir
Assistante parlementaire de la Députée du Bas-Rhin, Mme Martine Wonner - France

M. Jean-Pierre Crin
Conseil National – Suisse

Ms Doreen Massey
UK

Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (ADI-ROM) / Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)

Ms Georgia Panagiotou
ADI-ROM Substitute Rapporteur on Roma Children

Committee of Experts on the rights and the best interests of the child in parental separation and in care proceedings (CJ/ENF-ISE) / Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadres des procédures de séparation des parents ou de placement (CJ/ENF-ISE)

Mr Seamus Carroll
Chair / Président

European Social Cohesion Platform (PECS) / Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS)

Ms Tiziana Zannini
PECS Rapporteur on Children's Rights
Director General
Italian Presidency of the Council of Ministers

Committee on Bioethics (DH-BIO) / Comité de bioéthique (DH-BIO)

Ms Ritva Halila
Chair / Présidente

Committee of the Parties to the Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité Lanzarote)

Mr George Nikolaidis
Representative of Lanzarote Committee
Psychiatrist
Research Director of Department of Mental Health & Social Welfare
Institute of Child Health, Greece

EXPERTS / EXPERT-E-S

Ms Fatima Ahdash
Lecturer in Law
Goldsmiths, University of London

Professor Mariëlle Bruning
Leiden University

Ms Sabrina Cajoly
Independent Consultant

Professor Jennifer Davidson
University of Strathclyde
Glasgow, Scotland

Professor Eva Lievens
Independent Consultant

Professor Sonia Livingstone
London School of Economics

Mr Adrian Shtuni
CEO, Shtuni Consulting

SECRETARIAT / SECRETARIAT

Office of the Council of Europe Commissioner for Human Rights / Bureau du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Ms Charlotte Altenhoener-Dion
Adviser / Conseillère

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

Ms Yulia Pererva
Secretary of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Secrétaire à la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

DGI – Directorate General of Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits de l'Homme et Etat de droit

Secretariat of Bioethics / Secrétariat Bioéthique

Ms Katrin Uerpmann
Administrator / administratrice

Justice and Legal Co-operation Department / Service de la coopération judiciaire et juridique

Ms Sophio Gelashvili
Head of Legal Cooperation Unit, Co-Secretary to the European Committee on Legal Co-operation
Secretariat (CDCJ) / Cheffe de l'unité de la coopération juridique, Co-Secrétaire du Comité européen de coopération juridique (CDCJ)

Mr Philippe Krantz
Legal Officer / Juriste

DGII – Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie

Children 's Rights and Sport Values Department / Service des droits des enfants et des valeurs du sport

Ms Elda Moreno
Head of Department / Cheffe du Service

Secretariat to the Steering Committee for the Rights of the Child / Secrétariat du Comité Directeur pour les droits de l'enfant

Ms Regina Jensdottir
Children's Rights Co-ordinator, Head of the Children's Rights Division / Coordinatrice des droits des enfants, Cheffe de la Division des droits des enfants

Ms Livia Stoica Becht
Secretary to the Steering Committee for the Rights of the Child / Secrétaire du Comité Directeur pour les droits de l'enfant
Programme Officer / Responsable de programme

Ms Maren Lambrecht-Feigl
Co-Secretary to the Steering Committee for the Rights of the Child / Co-secrétaire du Comité Directeur pour les droits de l'enfant
Programme Officer / Responsable de programme

Ms Maria Asensio Vellasco
Policy Officer / Chargée de mission

Ms Anna Bracco
Policy Officer / Chargée de mission

Ms Valérie Giret-Lerch
Assistant / Assistante

Ms Clara Paul
Trainee / Stagiaire

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Ms Gillian Wakenhut (17 November)

Ms Clarissa Worsdale (16 and 18 November)

Ms Bettina Ludewig